

# L'ÉVANGILE DE LA COMPÉTITIVITÉ

## Malheur aux faibles et aux exclus

par Riccardo Petrella \*

Il existe des mots qui, un certain moment, font la loi. A tort ou à raison. C'est le cas, aujourd'hui, de « compétitivité ». L'idéologie et les pratiques bâties à partir de ce mot et autour de lui ont des effets dévastateurs.

En économie, en principe, la compétitivité n'est qu'une *modalité* de comportement des acteurs économiques dans le contexte de marchés concurrentiels, chaque acteur, en particulier l'entreprise, cherchant des positions et des avantages compétitifs dans le respect des règles fixées et dans des conditions égales pour tous.

En réalité, elle est désormais plus qu'une modalité. Elle a cessé de constituer un « moyen d'être » pour devenir l'objectif principal non seulement des entreprises mais aussi de l'Etat et de la société tout entière.

Industriels, hommes politiques, scientifiques, financiers, économistes, technologues ne jurent plus désormais que par elle. Et les pédagogues ne sont pas en reste.

**S'agit-il de réformer le système éducatif ? Aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni, en Italie et au Portugal, ou en Corée du Sud et au Japon, la réponse est toute trouvée : l'école, l'université, la formation professionnelle doivent préparer un capital humain performant pour rendre l'économie du pays plus compétitive face au concurrent (l'ennemi ?) étranger.**

C'est ce même impératif qui légitime les programmes communautaires de recherche et de développement (1).

L'évangile de la compétitivité se réduit à quelques idées simples : nous sommes engagés dans une guerre technologique, industrielle et économique sans merci à l'échelle mondiale. L'objectif est de survivre, de « ne pas se faire tuer » ; la survie passe par la compétitivité ; hors d'elle, pas de salut à court et à long terme, pas de croissance, pas de bien-être économique et social, pas d'autonomie, d'indépendance politique ; le rôle principal de l'Etat, de l'école, des syndicats, des villes etc. est de créer l'environnement le plus propice aux entreprises afin qu'elles soient (ou deviennent, ou restent) compétitives dans cette guerre planétaire. La compétitivité a ses évangélistes, ses théologiens, ses prêtres et, bien entendu, ses fidèles : l'opinion publique « matraquée » par ce discours.

Les évangélistes sont les quelques dizaines d'économistes et d'experts de renommée internationale qui, aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, ont codifié les « lois naturelles » de l'économie moderne – dite de marché – en y introduisant de nombreux ingrédients empruntés à des théories philosophiques et scientifiques liées, à tort ou à raison, à Hobbes, Darwin, Spencer, Nietzsche...

## Touchés par la grâce

Les théologiens ont proliféré dans les années 80 : on leur doit une énorme quantité d'ouvrages et d'articles, l'organisation de centaines de conférences et de séminaires pour expliquer que la compétitivité n'est pas seulement l'affaire des entreprises (la microcompétitivité), d'un secteur industriel ou d'une région (la mesocompétitivité), mais qu'elle concerne le monde et le système dans son ensemble (la macrocompétitivité) (2).

**Selon ces théologiens, la compétitivité est comme la grâce : on l'a ou on ne l'a pas. Elle n'est pas divisible. Ceux qui l'ont seront sauvés. Ceux qui commettront le péché de ne pas être compétitifs sont condamnés à disparaître.**

Les prêtres du nouveau culte se comptent par dizaines de milliers à-travers le monde. On les trouve partout : dans les universités comme dans les Parlements, dans la City de Londres comme au Fonds monétaire international et à Sao-Paulo, au sein de la Commission des Communautés européennes comme dans les chambres de commerce et d'industrie de Lyon, Barcelone et Milan, voire dans les syndicats allemands. Parmi eux, les consultants en gestion et en management constituent la catégorie la plus convaincue et la mieux formée à convaincre, ce qui explique leur formidable croissance en nombre et en crédibilité au cours de ces dernières années.

La pratique collective du culte de la compétitivité repose sur un outil « scientifique » : le World Competitiveness Index (WCI). Le WCI est produit, depuis quatre ans, par une institution privée suisse, le World Economic Forum (Forum économique mondial), avec l'aide de l'Institute for Management Development

(Institut pour le développement du management) de Lausanne (3). Le WCI exerce la même fonction, si l'on peut dire, que le classement ATP des joueurs de tennis : chaque année, il classe les pays en fonction de leur niveau de compétitivité, distribuant ainsi les bons et les mauvais points. Bien entendu, le Japon vient en tête du classement. De nombreux gouvernements prennent cet instrument très au sérieux.

**La « bonne nouvelle » de la compétitivité, élevée au rang d'une idéologie, n'est bonne que pour une infime portion de la population mondiale. Pour le reste, ses conséquences sont pernicieuses et ses méfaits considérables. En premier lieu, elle sacralise – par la seule « vérité » marchande – le principe d'exclusion.**

Tout le monde est invité au repas, mais seuls une petite poignée d'individus, de groupes, de régions ou de pays – ceux capables d'acquérir la grâce en étant plus compétitifs que les autres – auront effectivement et légitimement accès à la table. Ironie de « la force des choses » : plus la compétitivité augmente l'exclusion, en réduisant le nombre d'acteurs présents sur les marchés, et plus ces marchés perdent leur caractère concurrentiel, c'est-à-dire empêchent la compétitivité d'être une modalité de comportement possible des agents économiques.

L'exclusion ne se limite pas aux entreprises : elle frappe, de manière plus fondamentale, la personne humaine, les groupes sociaux. Elle affecte aussi des pays entiers, voire des continents (comme l'Afrique) : soit parce qu'ils ne représentent pas de gros marchés, soit parce qu'ils ne seraient plus « culturellement » capables de suivre le mouvement. La compétitivité socialise ainsi le fait que la vérité est du côté du plus fort sur les plans technologique, industriel et commercial.

**En conférant une primauté absolue à l'excellence, elle légitime le maintien d'inégalités structurelles entre individus, groupes sociaux, régions, pays (4).**

L'idée que le décrochage entre les pays développés du Nord (et les quelques îlots du Nord existant dans le Sud) et le reste du monde est inévitable se trouve ainsi justifiée.

L'idéologie de la compétitivité renforce, en y apportant quelques éléments nouveaux, la primauté de la logique de guerre dans les relations entre les entreprises, les opérateurs économiques, les villes, les Etats. La vision de l'économie mondiale qu'elle véhicule est en effet très réductrice : les entreprises ne sont que des armées s'affrontant pour la conquête des marchés et la défense des positions acquises. Leurs dirigeants sont décrits comme des généraux, des stratèges. Tous les moyens sont bons dans ce combat : recherche et développement, les brevets, les aides de l'Etat, la spéculation financière, le dumping des prix, la délocalisation des unités de production, les fusions, les acquisitions. La logique de guerre s'empare même de la logique de partenariat : la coopération, un atout pour la compétitivité : voilà le sens de la nouvelle vague d'alliances et d'accords « stratégiques » entre entreprises européennes, japonaises et américaines qui est en train de bouleverser les processus d'internationalisation et de mondialisation des entreprises et des économies, l'organisation interne des entreprises (5) et les rapports entre entreprises-réseaux mondiaux et Etats « locaux » (6). Dans ce climat belliqueux, la pression exercée sur le personnel est énorme : chaque cadre - au prix d'un stress considérable - lutte pour sa survie, subordonnée à la réalisation du chiffre d'affaires ou du taux de profit que l'entreprise a fixés.

### **Un discours appauvri**

Cette logique de guerre réduit le rôle de l'Etat à celui d'un vaste système d'ingénierie juridique, bureaucratique et financière mis au service de la performance commerciale de l'entreprise.

**L'Etat n'est plus l'expression politique de l'intérêt public collectif ; il devient un acteur parmi d'autres, chargé de créer les conditions les plus favorables à la compétitivité des entreprises. L'intérêt général se résume ainsi à celui des firmes géantes se disputant les marchés mondiaux.**

Il est évident que cette idéologie est en contradiction avec toute forme de démocratie participative. Et que dire de l'appauvrissement scientifique et culturel considérable du discours sur l'économie, la condition humaine, la société qu'elle engendre ? La réflexion et le débat nécessaires sur la science, la connaissance, la technologie, la richesse, le bien-être, le progrès, l'éthique, les rapports Nord-Sud, la paix et la guerre, l'environnement, sont réduits, en dehors des cercles restreints des spécialistes, à quelques slogans centrés sur l'entreprise et le marché, la gestion et le transfert des technologies, l'innovation et sa diffusion. Est seulement valorisé le discours axé sur la culture de l'excellence, la logique de guerre économique, ainsi que sur l'impératif technologique (« Tout ce qui est technologiquement possible doit être réalisé »). L'idéologie de la compétitivité est centrée sur l'outil – ses progrès, sa puissance – et sur la marche triomphale des machines « intelligentes ». Grâce à ces machines-

réseaux mondiaux et aux machines-systèmes-monde que nous sommes en train de créer, notamment dans les domaines de l'information, de la communication et de la production, elle a enfin trouvé sa véritable globalité géographique !

**Notes :**

(1) L'Acte unique européen (article 130F) prévoit • *d'améliorer la base scientifique et technologique de l'industrie européenne et d'en encourager la compétitivité au plan international* ». Rien d'autre.

(2) L'un des experts les plus cités en la matière est Michael Porter, auteur, entre autres, de deux ouvrages de référence : *The Competitive Strategy*, Free Press, New-York, 1980 ; et *The Competitive Advantage of Nations*, The MacMillan Press, Londres, 1990.

(3) Le WCI couvre trente-quatre pays. Exploitant trois cent trente critères, il se veut une mesure de l'environnement compétitif et de l'agressivité des entreprises à l'échelle mondiale.

(4) Lire : Alain Ehrenberg, *le Culte de la performance*, Calmann-Lévy, Paris, 1991.

(5) Cf. J. Howell. D. Charles et M. Wood, *The Globalisation of Production and Technology*, rapport de recherche pour FAST, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, mai 1991, 171 p.

(6) Voir Riccardo Petrella, « Un nouveau partage du monde entre les entreprises géantes », *le Monde diplomatique*, août 1989.

\* Directeur du programme FAST (Prospective et évaluation de la science et de la technologie) à la Commission des Communautés européennes.

Source : *LE MONDE DIPLOMATIQUE* - Septembre 1991